L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR BULLIT, MAGNE & Cie.

No. 61, Rue Chartres.

CONDITIONS..... $10 ; payable d'avance

TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 ; payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:

MARDI MATIN, 20 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

☞ On trouvera des séances officielles de la Législature à la 4me page.

LOI SUR LES FAILLITES.—La résolution de la Chambre des Représentans qui enjoint au comité judiciaire de présenter un acte pour le rejet de la loi sur les faillites, adoptée durant la session extraordinaire, a causé une très vive sensation à New-York : Des assemblées ont été convoquées pour manifester la volonté populaire sur cet important sujet; les journaux sont remplis de communications où l'on se plaint hautement de la marche suivie par la Législature Nationale. Lyon des correspondans du *Courrier and Enquirer* écrivent sur ce grand sujet avec une grande virulence.

"Que désagreement, dit-il, au Congrès, pour obéir à la volonté du peuple, crut nécessaire de rejetter ou de modifier les actes du Congrès précédent, cela est tout naturel; mais que la même réunion d'hommes passe au juillet une loi qui doit être mise en exécution au mois de février suivant, et la rejette avant qu'elle ait commencé son action, avant que le peuple ait été à même d'en apprécier le mérite, c'est une chose qui nous paraît entièrement incompatible avec la probité et l'honneur. Si encore c'était un Congrès nouvellement élu, on pourrait faire valoir quelques excuses en sa faveur; on pourrait dire qu'il y a eu un changement dans l'opinion publique; mais ici rien de pareil. La composition seule a cru cette révolution. Les hommes opposés à la loi sont les faillis seuls pour la plupart des étrangers qui n'ont jamais visité notre pays et qui ne savent rien par conséquent de la position réelle de leurs débiteurs. Ils savent simplement que des millions de piastres leur sont dûs, et que si la loi sur les faillites est repoussée ils pourront en recouvrer une bonne part qui sans cela serait perdue. Ils n'ont donc pas hésité à dépenser dix pour cent sur le montant de leurs créances pour obtenir ce rejet. Que le Sénat ait réussi à attendre à ce qu'ils font aujourd'hui par la adoption même de la loi sur les faillites ils n'avaient manifesté leur intention d'en obtenir le rejet à l'ouverture même de la session du Congrès. Pour obtenir ce résultat, ils comptaient tout bonnement sur le pouvoir de l'argent; ils déclaraient publiquement que si cela était nécessaire, ils achèteraient les votes à $100,000 par tête. Ces menaces ne nous effrayaient pas; car nous ne pensions pas que des hommes qui avaient adopté la loi en juillet auraient la repousser en janvier; nous ne pensions pas qu'une somme de $100,000 par vote fût assez puissante pour corrompre un seul membre de la représentation nationale à s'écarter son honneur. Et c'est là cependant le triste spectacle qui nous était réservé !!!

Aux remarques de son correspondant le journal lui-même ajoute ce qui suit :

"Si le parti whig désire faire de John Tyler un candidat non seulement *valable*, mais *heureux* pour la prochaine présidence, qu'il repousse la loi sur les faillites ou qu'il en recule seulement la mise à exécution. On sait que M. Tyler était si fort en faveur d'une loi sur les faillites, qu'il en fit l'objet d'un message spécial au Congrès. Que la loi du rejet soit adoptée, et renvoyé à son approbation ; quelle mette la conduite de cet homme honnête et conséquent avec lui-même ? Quelle serie celle d'un sage politique ? Certes il ne pourra pas, il ne voudra pas donner sa sanction à un pareil bill; il en voudra pas avec raison que lorsqu'il reconnaissait la loi sur les faillites, il agissait conformément aux intentions exprimées par le peuple et aux vrais intérêts du pays; qu'aucune élection n'a eu lieu depuis l'adoption de la loi et que ceux qui en demandent le rejet sont les mêmes qui l'ont adoptée en juillet; qu'il ne voit aucun motif plausible et ces inexplicable changement d'opinion, et que pour lui s'incliner devant ces hautes leçons sur cette grande mesure dont l'esprit public n'est pas encore pendant des années, qui est l'œuvre du Congrès au moment où les représentants venaient de recevoir leurs instructions du peuple, et qui se trouve encore en harmonie avec les sentimens et la volonté de la majorité des citoyens de l'Union. Tel sera le langage de John Tyler comme honnête homme, tel sera aussi son langage comme politique visant à une réélection Si donc un bill de rejet lui est présenté, nous ne l'avons il y mettra son veto; et en agissant ainsi, il ne fera que nombreux amis nombreux soutiens parmi ces milliers de votans qui professent maintenant contre lui une ouverte et profonde horreur."

Le Journal du Commerce qu'on trouve toujours parmi les adversaires du *Courier and Enquirer*, prétend que l'accusation de corruption lancée par le correspondant de cette feuille est une pure rêverie; que d'ailleurs les principaux opposants de la loi sur les faillites sont des Américains natifs qui n'ont jamais eu la pensée de consacrer même un million de piastres au triomphe de leurs idées.

"Le grand malheur de cette loi, ajoute-t-il, est d'avoir été faite dans la session extraordinaire. Elle n'est au résultat guère autre chose qu'une décharge pour tous les débiteurs sans le moindre égard pour les droits des créanciers, elle est mauvaise surtout en ce sens qu'elle introduit parmi les corporations qui auraient dû les premières en subir son action. Elle n'a été votée et adoptée à la session extraordinaire qu'à la condition qu'elle ne serait mise à exécution qu'après que le congrès aurait eu le temps de la rejeter dans sa session ordinaire. En somme elle ne remplit aucunement le but d'une loi générale sur les faillites, qui doit autant que possible ménager les intérêts de toutes les parties, et non seulement rehabiliter l'honnête homme; mais contribuer encore à réformer la criminel et le changé. C'est là ce qu'il nous faut."

La presse Whig de New-York n'est pas la seule qui combatte la proposition du rejet de la loi sur les faillites, le plupart des journaux whigs qui appartiennent au même état, font entendre de vigoureuses réclamations; le *State Journal* de l'Ohio fait chorus avec eux; enfin le *National Intelligencer* de Washington, qui a été l'un des premiers à élever la voix, enrégistre tous les jours des lettres qui lui arrivent de différentes parties de l'Union et qui sont presque aussi énergiques que celle du *Courier and Enquirer* dont nous donnons plus haut des extraits. Si nous cherchions encore un pan, nous verrions que la réprobation est presque unanime, et que les organes de la Presse ont été plus fidèles à leur opinion que quelques-uns de nos représentans au congrès.

L'assemblée des partisans du bill sur les faillites tenue à New York, le 18 de ce mois, a été au dire des journaux de cette ville, l'une des plus nombreuses qui se soient encore réunies. Jamais, dit l'*Express*, on n'avait vu foule pareille, si ce n'est à l'époque des grandes fermentations politiques. Whigs et locofocos en sont abondé la main pour protester solennellement contre la loi sur les faillites. On comptait parmi les orateurs autant de Van Burénistes que de whigs, John J. Morgan, l'un des plus chauds locofocos de l'Etat de New York, présidait l'assemblée La procès verbal de cette solennelle réunion a rempli; cinq colonnes de l'un des journaux-maîtres de New-York, et forme une lecture des plus intéressantes. Nous devons supérer que cette manifestation de la volonté populaire empêchera le rappel de la loi sur les faillites.

Affaire de MM. Biddle & Cie.—Nous lisons dans les journaux de Philadelphie que MM. Biddle, Jaudon, Addeens et Dunlap ont comparu, le 14 de ce mois, devant le Recorder de cette ville, pour répondre aux accusations portées contre eux par M. Montgomery. MM. Caldwalder, Meredith et Read sont les défenseurs des accusés Après que le demander et des témoins eussent répondu à l'appel, M. Taylor, caissier de la Banque, fut appelé à témoigner. Le défenseur de M. Biddle, M. Reed, déclara alors que les inculpés étaient prêts à fournir caution pour leur comparution ultérieure à une Cour Supérieure.

Le Recorder ne crut pas devoir accorder cette demande, et ordonna que l'on procédât à l'examen des accusés. La salle de domain nous fera probablement connaître le résultat de cet examen.

INCENDIE—Hier matin, vers les trois heures, le feu a éclaté dans une des dépendances de la maison du docteur Pitcher, située près de l'encoignage des rues St. Pierre et Bourgogne. Après de longs et pénibles efforts, les pompiers sont parvenus à arrêter les progrès des flammes, avant qu'elles eussent pu communiquer aux maisons voisines. La maison où le feu a été d'abord déclaré, la cuisine attenante, et quelques meubles, ont été consumés.

☞ Nous devons à la politesse du capitaine Swiler, commandant le steamship Natchez, une liasse complète des journaux de la Havane. Nos dernières dates sont du 30 de ce mois.—Ces gazettes ne contiennent rien d'intéressant pour nos lecteurs, nous y avons seulement puisé les nouvelles commerciales et maritimes.

PANORAMA DU KOSMORAMA.—La foule réunie dimanche dernier au Théâtre St. Charles, a été sur le point d'assister à une véritable catastrophe. Dans la dernière scène d'*Aladin ou la Lampe Merveilleuse*, il y a un palais enchanté qui s'élève dans les airs et se perd dans les nues. Or, il advint que parvenu à une hauteur d'environ soixante pieds, le malencontreux palais se trouva subitement arrêté dans son ascension par nous ne savons quel obstacle, et se mit à vaciller dans l'air d'une façon effrayante, et à décrire de grands arcs de cercle, tantôt à droite, tantôt à gauche, à la grande frayeur de Mesdames Sargeant, Arnaise et Brenton, qui paraissent monter au ciel sans encombre. Quelques dames de l'assistance pâlirent, d'autres fermèrent les yeux, quelques unes firent mine le point de s'évanouir; et la toile tomba au milieu de la consternation générale. Cependant le calme se rétablit bientôt à la nouvelle que nos voyageuses étaient descendues saines et sauves de leur périlleuse d'un nouveau genre, au moyen d'échelles.

RECRUTEMENT.—On nous écrit de Washington que le ministre français, nommé à cet effet, avait établi à 50,000 le chiffre de la représentation à la Chambre des Représentans. S'il en est ainsi l'Etat de la Louisiane aura droit à quatre membres.

M. Cheever, un feuilliste de New-York ouvertent que M. Clay est définitivement opposé au rappel de la loi sur les faillites.

A MM. les rédacteurs de l'Abeille.

Un projet de loi vient d'être présenté par M. Archambeault au Sénat par MM. Downs et Hiriart, ayant une Cour d'Appel en matière criminelle. Honneur à ces deux sénateurs qui ont compris leur mission en offrant à la sanction législative, ce projet qui efface de notre législation une tache qui la dépare depuis l'adoption de notre constitution. L'omission de cette Cour d'Appel existe dans l'une un surement pénible lorsque l'on pense que les législateurs de la Louisiane en organisant son système judiciaire, ont établi une Cour d'Appel en matière civile, tandis que ce droit n'a pas été accordé au citoyen dont la vie et l'honneur ont été livrés à la merci d'une Cour Criminelle, seule et absolue, qui prononce en dernier ressort la mort ou l'infâmie!.... Le projet de loi dont il s'agit se résume ainsi :

La Cour Criminelle se compose de trois juges, savoir: un juge président et deux assesseurs; elle se divise en trois sections : Cour Criminelle pour les crimes présidée par le juge actuel de la Cour Criminelle ; Cour de police correctionnelle présidée par un des juges assistants ; Cour d'instruction criminelle, présidée par un des juges assistants ; Cour d'Appel composée des trois juges réunis.

L'accusé a droit d'interjetter appel dans les cas entraînant la peine capitale ou l'emprisonnement aux travaux forcés.

L'appel devra être accordée toutes les fois qu'il sera motivé soit sur une erreur de droit ou de fait commise par le juge, l'avocat général ou les jurés, ou bien sur la découverte d'une loi dont l'avocat de l'accusé ignorait l'existence, ou dont il aurait négligé de se prévaloir pour la défense de son client, ou bien, enfin sur la découverte de témoignages tendant à établir l'innocence de l'accusé, ou à atténuer sa culpabilité.

La Cour de police correctionnelle, comme son nom l'indique, connaîtrait seulement de certains délits, et serait chargé d'infliger les peines résultant de conventions aux règlements de police. Le but de cette Cour serait d'abréger la détention des accusés, et de diminuer les frais qui en résultent, en faisant prompte justice.

La Cour d'instruction criminelle, serait chargée de l'examen et de l'investigation de tous les crimes et délits, d'interroger les accusés et les témoins, de déterminer les cas cautionnables ou non et le montant du cautionnement à fournir. Voilà sommairement le projet de loi tel qu'il a été présenté par MM. Downs et Hiriart.

On pourrait encore objecter à ce projet, son inutilité en raison des dépenses que ces trois Cours occasionneraient aux contribuables et *qui deviendraient par là un fardeau de plus qu'ils auraient à supporter*, et à la gravité de cette proposition, qui déjà été énoncée dans le Sénat, qu'on ne voit guère de motifs pour la création de ces emplois, si ce n'est le *plaisir de les remplir*. Cette réticence est d'un fort tel effet sans doute ; mais il est un autre motif aussi puissant peut être, que le plaisir d'occuper ces places, celui d'abréger la détention des accusés et de diminuer les frais qui en résultent en faisant prompte justice ; la pétition adressée au Sénat par le jury de police de la paroisse d'Orléans, demandant la création d'une Cour de police correctionnelle, prouve qu'une telle institution serait le seul moyen d'obvier aux grandes dépenses que cette corporation est obligé de faire, *disent-elle, pour la nourriture des prisonniers qui accusent chaque jour dans la prison de paroisse par le défaut d'une justice prompte célère.* Cette pétition du jury de police mérite bien certainement en faveur du projet de loi de MM. Downs et Hiriart, qui peut être modifié en y retranchant la *Cour d'instruction criminelle*, qui est maintenant du ressort de chacun des recorders de nos trois municipalités. Mais une Cour d'appel chargé spécialement de retirer les actes de la Cour Criminelle n'était établi qu'il porte et la place qu'il occupe, Quelconque, le principal accusé pourrait être puis fort aisément pour l'un des plus habiles avocats de la commune : Il interroge les témoins, discute avec eux, et ces débats amènent souvent les réponses les plus amusantes. Ainsi par exemple, un témoin lui dit une fois : "Vous n'avez mal compris dans cette circonstance. Si je ne craignais de vous manquer de respect je me hasarderais à vous dire que vous êtes bê, et cette sortie Québécoise répondit: Et moi qui n'ais pas peur de vous manquer de respect, je vous dirais que vous êtes *soû* toutes les fois que je vous ai vû." Vingt fois des conversations de cette espèce ont eu lieu, et le Président ne s'est pas donné la peine d'y mettre ordre. Québécoise du reste devient si familier avec ses juges que dans deux occasions, comme l'heure de l'ajournement approchait pendant qu'il parlait, il leur dit : "Mais il commence à se faire tard; je ne veux pas retenir plus longtemps l'honorable société."

Le seul accusé auquel s'attache un peu d'attention c'est M. Dupoty, éditeur du Journal du Peuple. Sa défense a été présentée par M. Ledru Rollin, le même que la Cour du Mans a jouvreiri pour les opinions radicales qu'il a émises dans une adresse, aux électeurs de cette ville. M. Ledru Rollin a montré dans cette occasion une grande habileté de discussion, un talent réel d'orateur; et, chose à laquelle on ne s'attendait guère, à une rare modération. Il a contesté la compétence de la Cour des Pairs à propos de son client et prouvé que les charges avancées contre lui étaient de sans aucun fondement, sans aucune valeur; puis il a soutenu que, dans le cas même où elles seraient prouvées, la conséquence à en tirer serait celle de la réforme. "L'Avocat-général, a-t-il dit, a prétendu à tort que Québécoise et Dupoty, étant tous deux réformistes, devaient nécessairement avoir trempé dans les mêmes complots. Certes c'est là une étrange, une monstrueuse doctrine. Si elle jusqu'ici on pourrait aller les conséquences; en 1827 chaque petite chambrée aurait droit de naviguer sur le St. John et les indemnités qu'on pourrait juger convenables ? Grâce à cet expédient on arriverait bientôt à la conclusion de cette longue et embarrassante question des affaires du Maine."

—Le célèbre touriste anglais, Lord Morpeth, est en ce moment à Baltimore. Nous le mentions ainsi pas à pas dans sa tournée à travers de nos Etats, pour ne pas être en arrière de nos confrères du Nord, qui ont toujours soin d'enrégistrer les moindres mouvemens d'un visiteur étranger, pour peu qu'il soit noble et porte un grand nom.

EXTERIEUR.

☞ Nous donnons aujourd'hui sur l'affaire Que ainsi, les quelques détails que l'abondance des matières nous a empêché d'insérer hier.

AFFAIRE QUENISSET.—Le procès de la Chambre des Pairs excite peu d'intérêt, et encore ce peu d'intérêt va-t-il de la manière dont l'affaire se poursuit plutôt encore que la cause même. C'est en vérité une chose fort amusante que de voir Quenisset, cet homme qui était naguère un des plus violents parmi les *Egalitaires* et qui, si l'on en croit ses avoué prouait lui-même l'exécution de la criminelle et folle tentative de 12 septembre, et dont il révolu à assassiner un des Princes qu'il avait cherché tous les moyens de le bien reconnaître, c'est, dis-je, une chose curieuse que de le voir maintenant se poser en victime abusée par des accusateurs et en républicain répentant qui n'avait jamais conçu un crime individuel, mais qui pensait, au contraire, que le sang versé pour le coup de patrie, que n'était un acte de bonne guerre contre le gouvernement. Les Anglais actuellement en détention font encore de justice en Angleterre, et qui ont amené, aux chances de la Cour des Pairs ont été certainement d'abréger fort de la manière dont les débats y sont conduits.

Un projet de loi vient d'être présenté par M. Archambeault au Sénat par MM. Downs et Hiriart, ayant une Cour d'Appel en matière criminelle. Honneur à ces deux sénateurs qui ont compris leur mission en offrant à la sanction législative, ce projet qui efface de notre législation une tache qui la dépare depuis l'adoption de notre constitution. L'omission de cette Cour d'Appel existe dans l'une un surement pénible lorsque l'on pense que les législateurs de la Louisiane en organisant son système judiciaire, ont établi une Cour d'Appel en matière civile, tandis que ce droit n'a pas été accordé au citoyen dont la vie et l'honneur ont été livrés à la merci d'une Cour Criminelle, seule et absolue, qui prononce en dernier ressort la mort ou l'infâmie!.... Le projet de loi dont il s'agit se résume ainsi :

La Cour Criminelle se compose de trois juges, savoir: un juge président et deux assesseurs; elle se divise en trois sections : Cour Criminelle pour les crimes présidée par le juge actuel de la Cour Criminelle ; Cour de police correctionnelle présidée par un des juges assistants ; Cour d'instruction criminelle, présidée par un des juges assistants ; Cour d'Appel composée des trois juges réunis.

L'accusé a droit d'interjetter appel dans les cas entraînant la peine capitale ou l'emprisonnement aux travaux forcés.

L'appel devra être accordée toutes les fois qu'il sera motivé soit sur une erreur de droit ou de fait commise par le juge, l'avocat général ou les jurés, ou bien sur la découverte d'une loi dont l'avocat de l'accusé ignorait l'existence, ou dont il aurait négligé de se prévaloir pour la défense de son client, ou bien, enfin sur la découverte de témoignages tendant à établir l'innocence de l'accusé, ou à atténuer sa culpabilité.

La Cour de police correctionnelle, comme son nom l'indique, connaîtrait seulement de certains délits, et serait chargé d'infliger les peines résultant de conventions aux règlements de police. Le but de cette Cour serait d'abréger la détention des accusés, et de diminuer les frais qui en résultent, en faisant prompte justice.

La Cour d'instruction criminelle, serait chargée de l'examen et de l'investigation de tous les crimes et délits, d'interroger les accusés et les témoins, de déterminer les cas cautionnables ou non et le montant du cautionnement à fournir. Voilà sommairement le projet de loi tel qu'il a été présenté par MM. Downs et Hiriart.

On pourrait encore objecter à ce projet, son inutilité en raison des dépenses que ces trois Cours occasionneraient aux contribuables et *qui deviendraient par là un fardeau de plus qu'ils auraient à supporter*, et à la gravité de cette proposition, qui déjà été énoncée dans le Sénat, qu'on ne voit guère de motifs pour la création de ces emplois, si ce n'est le *plaisir de les remplir*. Cette réticence est d'un fort tel effet sans doute ; mais il est un autre motif aussi puissant peut être, que le plaisir d'occuper ces places, celui d'abréger la détention des accusés et de diminuer les frais qui en résultent en faisant prompte justice ; la pétition adressée au Sénat par le jury de police de la paroisse d'Orléans, demandant la création d'une Cour de police correctionnelle, prouve qu'une telle institution serait le seul moyen d'obvier aux grandes dépenses que cette corporation est obligé de faire, *disent-elle, pour la nourriture des prisonniers qui accusent chaque jour dans la prison de paroisse par le défaut d'une justice prompte célère.* Cette pétition du jury de police mérite bien certainement en faveur du projet de loi de MM. Downs et Hiriart, qui peut être modifié en y retranchant la *Cour d'instruction criminelle*, qui est maintenant du ressort de chacun des recorders de nos trois municipalités. Mais une Cour d'appel chargé spécialement de retirer les actes de la Cour Criminelle n'était établi qu'il porte et la place qu'il occupe, Quelconque, le principal accusé pourrait être puis fort aisément pour l'un des plus habiles avocats de la commune : Il interroge les témoins, discute avec eux, et ces débats amènent souvent les réponses les plus amusantes. Ainsi par exemple, un témoin lui dit une fois : "Vous n'avez mal compris dans cette circonstance. Si je ne craignais de vous manquer de respect je me hasarderais à vous dire que vous êtes bê, et cette sortie Québécoise répondit: Et moi qui n'ais pas peur de vous manquer de respect, je vous dirais que vous êtes *soû* toutes les fois que je vous ai vû." Vingt fois des conversations de cette espèce ont eu lieu, et le Président ne s'est pas donné la peine d'y mettre ordre. Québécoise du reste devient si familier avec ses juges que dans deux occasions, comme l'heure de l'ajournement approchait pendant qu'il parlait, il leur dit : "Mais il commence à se faire tard; je ne veux pas retenir plus longtemps l'honorable société."

Le seul accusé auquel s'attache un peu d'attention c'est M. Dupoty, éditeur du Journal du Peuple. Sa défense a été présentée par M. Ledru Rollin, le même que la Cour du Mans a jouvreiri pour les opinions radicales qu'il a émises dans une adresse, aux électeurs de cette ville. M. Ledru Rollin a montré dans cette occasion une grande habileté de discussion, un talent réel d'orateur; et, chose à laquelle on ne s'attendait guère, à une rare modération. Il a contesté la compétence de la Cour des Pairs à propos de son client et prouvé que les charges avancées contre lui étaient de sans aucun fondement, sans aucune valeur; puis il a soutenu que, dans le cas même où elles seraient prouvées, la conséquence à en tirer serait celle de la réforme. "L'Avocat-général, a-t-il dit, a prétendu à tort que Québécoise et Dupoty, étant tous deux réformistes, devaient nécessairement avoir trempé dans les mêmes complots. Certes c'est là une étrange, une monstrueuse doctrine. Si elle jusqu'ici on pourrait aller les conséquences; en 1827 chaque petite chambrée aurait droit de naviguer sur le St. John et les indemnités qu'on pourrait juger convenables ? Grâce à cet expédient on arriverait bientôt à la conclusion de cette longue et embarrassante question des affaires du Maine."

—Le célèbre touriste anglais, Lord Morpeth, est en ce moment à Baltimore. Nous le mentions ainsi pas à pas dans sa tournée à travers de nos Etats, pour ne pas être en arrière de nos confrères du Nord, qui ont toujours soin d'enrégistrer les moindres mouvemens d'un visiteur étranger, pour peu qu'il soit noble et porte un grand nom.

EXTERIEUR.

☞ Nous donnons aujourd'hui sur l'affaire Que ainsi, les quelques détails que l'abondance des matières nous a empêché d'insérer hier.

AFFAIRE QUENISSET.—Le procès de la Chambre des Pairs excite peu d'intérêt, et encore ce peu d'intérêt va-t-il de la manière dont l'affaire se poursuit plutôt encore que la cause même. C'est en vérité une chose fort amusante que de voir Quenisset, cet homme qui était naguère un des plus violents parmi les *Egalitaires* et qui, si l'on en croit ses avoué prouait lui-même l'exécution de la criminelle et folle tentative de 12 septembre, et dont il révolu à assassiner un des Princes qu'il avait cherché tous les moyens de le bien reconnaître, c'est, dis-je, une chose curieuse que de le voir maintenant se poser en victime abusée par des accusateurs et en républicain répentant qui n'avait jamais conçu un crime individuel, mais qui pensait, au contraire, que le sang versé pour le coup de patrie, que n'était un acte de bonne guerre contre le gouvernement. Les Anglais actuellement en détention font encore de justice en Angleterre, et qui ont amené, aux chances de la Cour des Pairs ont été certainement d'abréger fort de la manière dont les débats y sont conduits.

VENTES DE SHERIF.

Barailly et Levy, vs. A. M. de Miranda.

COUR DE PARAISSE — No. 14310—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Cour de Paroisse dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, il sera vendu à la Bourse de Cité, rue St. Louis, entre les rues Chartres et Royale, dans cette ville, lundi, le 24 Janvier 1842, à midi, la propriété ci-après décrite, saisie à l'instance d'icelui, savoir:

Deux lots de terre contigus, situés en cette ville, dans cette partie du faubourg Washington, qui est à l'usage au nombre de deux arpens de front sur la rivière du Mississipi, dirigé en tête, ainsi qu'il suit, savoir : Commençant à un angle maillant des lots appartenant du juge de cette paroisse, et qui sera exposé le jour de la vente, savoir :

Le lot No. 1, mesurant un arpent, plus ou moins, de face au fleuve, sur quatre-vingts arpents de profondeur, borné au dessus par la propriété de François Trozier, et au dessous par le lot No. 2.

Le lot No. 2, mesurant cinq arpens, plus ou moins, de face au fleuve, sur quatre-vingts arpens de profondeur, borné au dessus par le lot No. 1, et au dessous par la lot No. 3, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, se composant d'une maison de maître, cuisine, grange, écuries, caserne et pergerie, machine à vapeur, cases à nègre, etc. etc.

Le lot No. 3, mesurant un arpent, plus ou moins, de face au fleuve, sur quatre-vingts arpents de profondeur, borné au dessus par le lot No. 2, et au-dessous par le lot No. 4, et sera vendu à la porte intérieure à la propriété de ladite paroisse.

Les conditions sont : Argent comptant,